



Des agents de la CNEI pendant le vote/DR

ELECTIONS LÉGISLATIVES ET LOCALES

Les regards tournés vers la CNEI

Quarante-huit heures après le vote de dimanche, quelques chiffres émanant de diverses sources annoncent la victoire de certains candidats dès le premier tour et des duels en perspective pour le second tour.

Distillées particulièrement sur les réseaux sociaux, ces premières tendances sont à prendre avec précaution, la Commission nationale électorale indépendante-CNEI- étant le seul organe habilité à communiquer les résultats attendus des urnes avant leur proclamation officielle par le ministère de l'Administration du territoire et leur certification définitive par la Cour constitutionnelle, juge du contentieux électoral.

A titre de rappel, plus de 1300 candidats briguaient les 151 sièges de l'Assemblée nationale et un peu plus de 1600 listes pour 123 circonscriptions administratives sur un corps électoral estimé à 2 877 080 votants. Le double scrutin des 4 et 10 juillet s'étant déroulé globalement dans le calme sur l'étendue du territoire national, il reste à observer l'accueil des résultats par les candidats, leurs partisans ainsi que les formations politiques.

SANTÉ MATERNELLE

Le gouvernement veut réduire le taux de mortalité



Le ministre Gilbert Mokoki délivrant le message du gouvernement

Dans la déclaration du gouvernement faite à l'occasion de la

Journée mondiale de la population célébrée chaque 11 juillet,

le ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki, a indiqué que la réduction du taux de mortalité maternelle, néonatale et infantile au Congo passe, entre autres, par la redynamisation des districts sanitaires. « La réflexion nationale qui s'inscrit dans la problématique générale de l'accès universel à la santé de la reproduction figure parmi les préoccupations du Plan national de développement 2022-2026. Il paraît urgent d'améliorer la qualité des services de santé afin de les rendre plus accessibles et opérationnels », a-t-il indiqué.

Page 6

ECONOMIE

Impliquer la population dans la réforme des finances



Les organisateurs du débatAdiac

Le chef de la mission d'assistance technique à la mise en œuvre de la réforme du système de gestion des finances publiques, Rufin Baghana, a lancé un appel le 7 juillet aux Congolais de s'imprégner des lois de finances de l'Etat. « Le

citoyen doit s'impliquer et travailler de concert avec le gouvernement pour faire avancer la réforme afin que les finances publiques soient gérées comme il se doit », a-t-il dit

Page 3

ASSURANCES

Les assureurs africains réclament un statut particulier

Au terme de leur rencontre qui s'est tenue à Brazzaville, les experts des assurances membres de la Conférence internationale des marchés d'assurances ont plaidé pour la réforme du secteur à travers l'adoption d'un statut particulier des contrôleurs des assurances.

L'objectif, disent-ils, est de faire face aux difficultés rencontrées dans le cadre du paiement des victimes des sinistres et l'absence de textes harmonisés fixant le statut des contrôleurs des compagnies d'assurance sur le continent.

Page 3



La photo de famille/DR

CLOSE COMBAT

Des athlètes congolais attendus au Mali

Page 14

ÉDITORIAL

Points d'entrée

Page 2

ÉDITORIAL

Points d'entrée

L'Organisation de coordination pour la lutte contre les endémies en Afrique centrale-OCEAC- vient de former les personnels de santé des six Etats membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) et de la République démocratique du Congo aux nouvelles technologies de gestion de l'information sur le coronavirus-covid-19.

Au moment où l'on observe le ralentissement de la progression de la tragique maladie à travers la planète, une telle initiative est salutaire. D'autant plus que la pandémie a révélé les insuffisances des systèmes de santé des pays et affecté gravement leurs économies.

En initiant ces sessions de formation, l'institution communautaire voudrait préparer les pays à riposter à ce genre de situation, tout en les aidant à disposer d'un système d'alerte précoce en cas d'une éventuelle résurgence de la pandémie.

L'accalmie constatée depuis quelque temps ne signifie pas le dénuement de la crise sanitaire, ni le moment de plonger dans l'euphorie, la négligence ou d'abandonner tous les efforts consentis pour combattre la covid-19 depuis son avènement dans la sous-région en mars 2020.

Il est donc opportun de saisir l'occurrence pour améliorer les capacités d'intervention des services compétents au niveau des vingt-huit points d'entrée frontaliers que compte la Cémac dont quatre en République du Congo, à savoir le Beach de Brazzaville, les localités de Bétou dans la Likouala, Mbié dans la Cuvette-Ouest et Mbinda dans le Niari.

A en croire l'OCEAC, plus de 3107 cas de décès dus au coronavirus ont été recensés à la date du 19 juin 2022 dans les Etats de la Cémac. Chaque membre de la communauté est appelé à se doter des moyens de prévention et de réaction rapide. Mieux vaut prévenir que guérir !

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

Le PCT France se retrouve autour d'un déjeuner de travail

Cadres et militants du Parti congolais du travail (PCT) de France se sont retrouvés dans un cadre convivial pour échanger, dialoguer et partager la nouvelle vision de leur fédération, prélude à la restructuration.



Le PCT France dans un cadre convivial à Paris 16, le 9 juillet 2022 / Marie Alfred Ngoma

Initialement prévue le 4 juin dernier, la rencontre a finalement eu lieu le 9 juillet, suite à une initiative conjointe faite aux membres du parti par Jean Bastien Makoundou, président de la commission fédérale de contrôle et d'évaluation, et par Alain Poaty, secrétaire fédéral chargé de l'organisation du PCT France.

Plusieurs militants et cadres ont participé à ce déjeuner, parmi lesquels Ludovic Kokolo, secrétaire fédéral chargé des droits humains ; Guy Taty, directeur du protocole de la Fédération ; Roseline Morelli et Olga Ipemba, membres de l'association «Les amis d'Auguste» ; Brigitte Enkoura ; Marie-France Edzoutsa ; Alain Ippet ; Vanessa Milandou venue de la Belgique, présidente de l'association «Aider sans rien attendre en retour» ; et Franck Gandziri, président du comité PCT Ile-de-France.

Selon les organisateurs, ce déjeuner de travail s'inscrivait dans le cadre de l'exécution des directives et recommandations du secrétaire général du PCT, Pierre Moussa, visant

la cohésion et l'unité du parti en France et afin d'impulser la volonté de transcender les divisions qui minent la commission ad hoc en raison de l'absence d'un cadre juridique.

Les participants rassemblés à cette occasion ont unanimement convenu de privilégier le dialogue dans le respect des statuts et des textes règlementaires. « C'est là tout le sens donné à ces rencontres militantes permettant de réfléchir sur le vivre ensemble, la cohésion et la redynamisation du parti après une crise majeure qu'a connue la fédération », ont confié les organisateurs, soucieux de porter une nouvelle vision de la Fédération PCT France en vue de la mise en œuvre du projet de société du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, « Ensemble, poursuivons la marche vers le développement ».

Les cadres et militants de la Fédération de France ont conclu ce déjeuner de travail en réitérant leur soutien aux candidats du PCT aux élections locales et législatives en vue d'obtenir une majorité à l'Assemblée nationale.

Marie Alfred Ngoma

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ingamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimmo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubmélé
Ngonu /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphannie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

ASSURANCES

Le Congo appelé à améliorer la cadence de paiement des sinistres

La rencontre des assureurs s'est achevée, le 8 juillet à Brazzaville, sur fond d'appel à la réforme du secteur. Les trente participants, experts y compris, ont évoqué l'adoption d'un statut particulier des contrôleurs des assurances permettant le paiement rapide des sinistres.

Au cours de leurs discussions, les participants ont épingle deux principaux problèmes qui minent le secteur des assurances en République du Congo et dans le reste de l'espace Cima (Conférence interafricaine des marchés d'assurances). Il s'agit des difficultés dans le paiement des victimes des sinistres et l'absence d'un texte harmonisé fixant le statut des contrôleurs des compagnies d'assurances sur le continent africain.

Selon Charlemagne Zongo, l'un des experts, les pays membres de la Cima doivent s'accorder sur l'évolution du secteur des assurances. Il a surtout insisté sur la participation des délégués des pays de la Cima, à savoir de la République du Congo ; du Bénin ; du Burki-



Photo de famille/DR

na Faso ; du Cameroun ; de la Centrafrique ; de la Côte d'Ivoire ; des Comores ; du Gabon ; de la Guinée équatoriale ; de la Guinée Bissau et de la Guinée Conakry ; du Mali, du Niger, du Sénégal ; du Tchad et enfin du Togo. Organisée par l'Institut international des assurances

(IIA), la rencontre des assureurs a été placée sur le thème « Le contrôle de cohérence et de la pertinence des états financiers des compagnies d'assurances par les directions nationales des assurances ». Tenu du 4 au 8 juillet, le séminaire a permis d'examiner les

nouvelles approches sur le contrôle ; la stabilité du système financier qui constitue à coup sûr le baromètre de l'état de santé d'un assureur ; et la bonne marche du l'IIA. À l'ouverture des travaux, le directeur général des institutions financières nationales, Jean Pierre Nonault,

avait rappelé le rôle de l'IIA en tant qu'institution spécialisée dans la formation des cadres et techniciens d'assurances pour le besoin des entreprises d'assurances et des administrations de contrôle dans chaque Etat membre.

Fiacre Kombo

FINANCES PUBLIQUES

Les Congolais invités à s'impliquer dans la mise en œuvre des réformes

Un débat d'idées sur la thématique de la réforme du secteur des finances publiques a réuni, le 7 juillet à Brazzaville, le monde universitaire, financiers et contribuables. Rufin Baghana, le chargé de la mise en œuvre de la réforme, a exhorté les participants à appuyer les projets initiés par le gouvernement congolais.

« La réforme des finances publiques : rôle du citoyen dans la mise en application des réformes publiques », c'est le thème de la conférence qui a mobilisé une vingtaine de participants. Le principal orateur, Rufin Baghana, a insisté sur la vulgarisation de la loi des finances (budget de l'État) permettant aux citoyens de s'imprégner des réformes en cours dans le pays.

« Le citoyen doit s'impliquer et travailler de concert avec le gouvernement pour faire avancer la réforme afin que les finances publiques soient gérées de la manière qu'il se doit », a-t-il déclaré. Au cours des échanges, plusieurs points ont été soulevés, notamment la réforme proprement dite du secteur des finances, l'état des lieux de la situation financière de la République du Congo, ainsi que le rôle que le



Les organisateurs du débat d'idées/Adiac

citoyen peut jouer dans l'exécution des chantiers actuels. Abordant le point sur la réforme publique, Rufin Baghana a indiqué qu'elle comporte trois principes, à savoir la transparence, la responsa-

bilité et la redevabilité. Ce chantier vise précisément à introduire plus de transparence dans la gestion des ressources de l'État ; à assurer une meilleure comparabilité des données dans le cadre

du pacte de convergence ; à améliorer l'efficacité de l'action publique pour le bénéfice de la population... S'agissant du rôle du citoyen dans cette réforme, Rufin Baghana a fait état de quatre

points censés augmenter son engagement. Il a cité le renforcement de la culture financière du citoyen depuis l'éducation scolaire ; l'assurance de la production et la large diffusion de l'information budgétaire ; l'implication des citoyens dans les choix budgétaires et, enfin, le renforcement de la communication autour des finances.

« À l'horizon 2029, le Congo vise à établir un système de gestion de finances publiques plus performant, responsable et transparent. Cela va nécessiter la participation et la contribution des citoyens dans sa mise en application », a martelé l'orateur.

Pour rappel, en janvier dernier, la loi organique relative aux lois de finances fixait de faire basculer le Congo au budget de programme, une réforme qui n'a été faite à ce jour.

Guynelvie Boungou (Stagiaire)

RELIGION

Les kimbanguistes célèbrent le 30^e anniversaire de la disparition de Joseph Diangienda Kuntima

Les festivités du 8 juillet marquant le trentième anniversaire de la disparition physique de Joseph Diangienda Kuntima, fils cadet de Simon Kimbangu et premier chef spirituel et représentant légal de l'Eglise kimbanguiste, se sont déroulées au centre d'accueil du Plateau des 15 ans à Brazzaville, en présence de sa divinité Simon Kimbangu Kiangani.

Les festivités de cette année revêtent un caractère particulier du fait qu'elles s'insèrent dans l'effervescence de la clôture du premier centenaire de la fondation de l'Eglise de Jésus Christ sur la terre par son envoyé spécial Simon Kimbangu, le 6 avril 2021. Le gouvernement congolais a été représenté à ces festivités par le ministre du Contrôle d'État, de la Qualité du service public et de la Lutte contre les antivaleurs dans l'administration publique, Jean-Rosaire Bara. Outre le gouvernement, ces festivités ont connu également la présence des corps diplomatiques, de la Fédération de la Russie, représentée par la directrice de la Maison russe, Maria Fakhrutdinova, de l'Angola...

Dans son mot de circonstance, le directeur de cabinet du chef spirituel et représentant légal de l'Eglise kimbanguiste, Landu Ndombasi, a dressé le portrait de l'illustre Joseph Diangienda Kuntima. Décédé le 8 juillet 1992 à Genève en Suisse, le 8 juillet 2022, Joseph Diangienda Kuntima a totalisé trente ans dans l'au-delà. Fils cadet de Simon Kimbangu et de Muilu Kiawanga, Joseph Diangienda Kuntima est né le 22 mars 1918 à Nkamba. Il fut le premier chef spirituel de l'Eglise kimbanguiste, après la reconnaissance officielle par le pouvoir colonial belge en



Le défilé bouclant les festivités (crédit photo/Adiac)

1959. Il a sillonné l'univers de bout en bout afin d'implanter et de faire connaître l'œuvre salvatrice de son père et de bâtir matériellement l'Eglise kimbanguiste pour que l'homme ne reste pas en dehors de son Dieu. Ce jour du 8 juillet 1992 a rendu tous les kimbanguistes inconsolables. Poursuivant ses propos, Landu Ndombasi, a souligné que Joseph Diangienda Kuntima a vécu pleinement une dimension divine dans un corps d'homme. « Il vit éternellement et demeure spirituellement vivant parmi nous. Non seulement à travers ses œuvres, mais véritablement parce qu'il est l'incarnation de Simon Kimbangu en 1918. Joseph Diangienda Kuntima a posé plusieurs actes de puissance le long de sa carrière professionnelle et durant son

passage à la tête de l'Eglise kimbanguiste », a-t-il déclaré.

L'Eglise comme l'État travaille pour la paix et le bien-être

Précisant qu'il a doté l'Eglise d'activités de développement, notamment dans l'agriculture, l'élevage, l'éducation, la santé et autres. Bref, Joseph Diangienda Kuntima a donné le meilleur de lui-même pour l'édification et le rayonnement de l'Eglise kimbanguiste dans sa configuration actuelle. « Il nous a légué un testament qui constitue aujourd'hui notre doctrine, nous citons : Bolingo, Mibeko mpe Misala », a-t-il dit. Avant de terminer son allocution, Landu Ndombasi a transmis les remerciements de sa divinité Simon Kimbangu Diangienda au président de la République du Congo, Denis Sassou

N'Guesso, non seulement, pour son accueil chaleureux, pour toutes les facilités dont il a bénéficié avec sa délégation mais surtout pour l'attention particulière qu'il ne cesse d'accorder à l'œuvre salvatrice de Simon Kimbangu ainsi que pour la paix sans laquelle ils ne seraient pas venus célébrer cette journée historique et mémorable à Brazzaville.

Prenant la parole pour son message, Simon Kimbangu Kiangani a félicité tous ceux qui ont gardé la foi après la disparition du premier chef spirituel de l'Eglise kimbanguiste, car certains de peu de foi avaient quitté l'Eglise. Il a insisté également sur la relance des activités du Centre agropastoral kimbanguiste pilote de Kounzoulou. « Quand j'ai rencontré le chef de l'État, je lui ai parlé du programme de Kounzoulou, il

était très content et m'a dit qu'il connaît bien ce projet. Il s'était rendu là-bas en 1982. J'étais très content parce que le président de la République tient également à ce projet », a-t-il dit. Ce programme agropastoral, a-t-il poursuivi, est d'ailleurs contenu dans le plan quinquennal 2021-2026 lancé par le chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso. « Il y aura beaucoup de choses à Kounzoulou, entre autres la formation, le travail... Ça sera la joie pour les kimbanguistes en particulier et pour tout le monde en général. Même quand je serai à Nkamba, mes oreilles seront toujours à Kounzoulou. »

Le chef spirituel représentant légal a exhorté ses adeptes à la notion de la paix. « Il faut respecter l'État, car l'État et l'Eglise vont de pair. Nous, à l'Eglise, on prie pour qu'il y ait la paix. L'État aussi travail pour la paix. Voilà pourquoi nous devons respecter l'État et prier pour nos autorités. Je vous invite aussi à aller voter ce dimanche 10 juillet. Allez voter, c'est respecter l'État et ses règles. Allez voter car tout autorité vient de Dieu ». Les festivités marquant le trentième anniversaire de la disparition physique de Joseph Diangienda Kuntima ont pris fin par un défilé des kimbanguistes.

Bruno Okokana

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

Objet

Sélection de prestataires spécialisés en vue de la conclusion de contrats cadres dans les domaines de :

- La location de salles, restauration et hébergement ;
 - La location de véhicules avec chauffeur
 - Fournitures de bureaux
- Date de l'appel d'offres
12/07/2022

Date de clôture pour la réception des manifestations d'intérêt

26/07/2022 à 12h00
Numéro de référence

1.1 Introduction

Catholic Relief Services (CRS) est une organisation mondiale d'aide humanitaire et de développement, ayant son siège à Baltimore dans l'Etat de Maryland aux Etats Unis. CRS a réouvert ses bureaux en République du Congo en 2017.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses différents projets et programmes en République du Congo, CRS sollicite régulièrement des prestataires spécialisés dans les domaines de la location de salles, restauration et hébergement, la location de véhicules et la livraison de fournitures de bureau. Il est donc envisagé à travers le présent appel d'offres, de sélectionner des prestataires qualifiés dans ces domaines en vue de la conclusion de contrats cadres pour une durée d'un (01) an renouvelable après évaluation. CRS lance donc le présent avis qui couvre trois (3) Dossiers d'Appel d'Offres

Objet du DAO	Lot	Intitulé du lot	Commentaires
Organisation logistique d'ateliers et événements (Location de salle, restauration et Hébergement)	1	Location de salles de réunion	Les zones géographiques souhaitées pour chaque lot sont : Brazzaville, Pointe Noire, Pool, Bouenza, Niari, Kouilou, Lekoumou, Cuvette Ouest, Sangha, Likouala, Plateaux, Cuvette Centrale
	2	Restauration (Service traiteur)	
	3	Hébergement	
Location de véhicules avec chauffeur	1	Location véhicules de type Pick-Up Double Cabine 4x4 avec chauffeur pour circulation à Brazzaville ou départ de Brazzaville	La composition détaillée de chaque lot est présentée dans le DAO
	2	Location véhicules de type SUV (Prado, BJ ou équivalent) avec chauffeur pour circulation à Brazzaville ou départ de Brazzaville	
	3	Location véhicules de type Pick-Up Double Cabine 4x4 avec chauffeur pour circulation à Pointe-Noire ou départ de Pointe-Noire	
	4	Location véhicules de type SUV (Prado, BJ ou équivalent) avec chauffeur pour circulation à Pointe-Noire ou départ de Pointe-Noire	
Fournitures de bureau	Lot unique		La liste détaillée des articles recherchés se trouve dans le DAO

(DAO) distincts dont la composition est ci-dessous et encourage les Fournisseurs locaux qualifiés à y participer en lui soumettant leurs meilleures offres. Les trois (3) Dossiers d'Appels d'Offres (DAO) concernés par le présent avis se présentent comme suit :

(Voir tableau)

Les candidats intéressés par l'un de ces domaines peuvent obtenir gratuitement le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) de leur choix en envoyant un mail de demande à l'adresse

bidcg@crs.org en précisant l'objet du DAO souhaité ou en retirant la version physique contre décharge au Bureau de CRS sis Près de l'école Rémo sur l'Avenue du Tribunal, Quartier Air Afrique, Centre-ville, Brazzaville, République du Congo.

Les soumissionnaires intéressés peuvent déposer physiquement leurs offres sous plis fermés, dûment signés, cachetés et référencés au bureau de CRS sis Près de l'école Rémo sur l'Avenue du Tribunal, Quartier Air Afrique, Centre-ville, Brazzaville, République du Congo ou l'envoyer en version électronique à l'adresse électronique bidcg@crs.org au plus tard le 26/07/2022 à 12h00.

Une réponse à l'un de ces appels d'offres ne garantit pas automatiquement la sélection pour la contractualisation.

CRS se réserve le droit de modifier ou d'annuler certaines exigences à tout moment pendant le processus d'appel d'offre. CRS se réserve également le droit de demander des documents ou informations supplémentaires ou complémentaires après les soumissions initiales.

Tout soumissionnaire désireux d'avoir des informations complémentaires peut adresser sa requête à l'adresse bidcg@crs.org ou appeler le Chef des Opérations au 052089381 au minimum 5 jours avant l'expiration de cet appel d'offres.

Tout soumissionnaire désireux d'avoir des informations complémentaires peut adresser sa requête à l'adresse bidcg@crs.org ou appeler le Chef des Opérations au 052089381 au minimum 5 jours avant l'expiration de cet appel d'offres.

EMPGL

Des meilleurs élèves gratifiés

La cérémonie de fin d'année scolaire 2021-2022 à l'École militaire préparatoire général Leclerc (EMPGL), couplée à la proclamation des résultats annuels obtenus par les 475 enfants de troupe, dont 45 étrangers venus de neuf pays africains, s'est déroulée le 9 juillet à Brazzaville.

Ndouniam d'Etat Syllas-le-saint, élève en classe de seconde au lycée Saint-Exupéry, qui a reçu le prix de meilleur enfant de troupe, a obtenu 17,20 de moyenne, tandis que Jean Claude Mary Ngoko, élève de la classe de 6e à l'EMPGL, qui a obtenu 16,72, a reçu le prix de major de l'école. Les statistiques présentées par le directeur des études, Raoul Ngassaky, font état de 95,21% du taux de réussite global.

L'EMPGL a compté, au titre de cette année scolaire finissante, 475 enfants de troupe, répartis comme suit : 70 inscrits dans les classes terminales, toutes séries confondues, dont un au lycée français Saint-Exupéry de Brazzaville; 7 enfants de troupe inscrits dans les classes de 3e, dont un inscrit au lycée français Saint-Exupéry, et 334 enfants



Un échantillon des meilleurs élèves./DR

de troupe dans les classes de passage, dont cinq inscrits au lycée Saint-Exupéry.

Quant aux examens d'Etat, d'après lui, l'EMPGL a réalisé

100% de taux de réussite au baccalauréat français et au diplôme national de brevet français, où tous les candidats ont été reçus avec mention. « Par

ailleurs, nous restons suspendus sur les résultats du brevet d'études du premier cycle et du bac congolais, lesquels nous osons croire ne

viendront pas annihiler les performances déjà réalisées par les élèves des classes de passage et ceux des examens d'Etat français », a déclaré le directeur des études, Raoul Ngassaky.

Notons que cette cérémonie, présidée par le chef d'état-major général adjoint, le général de brigade René Boukaka, a été marquée, entre autres, par la publication du concours de lecture, baptisé prix littéraire, initié et réalisé au profit desdits élèves au titre de cette année scolaire 2021-2022, sur instruction du chef d'état-major général des Forces armées congolaises, ainsi que la cérémonie de remise de don par l'Association des enfants de troupe du Congo au commandement de l'école par son vice-président, Armel Nzoulani Nkoumbou.

Guillaume Ondze

ASSAINISSEMENT

La population salue la construction de l'avenue du Caire

La société Royal service et assurances a initié et financé le projet de construction en pavés d'une partie de l'avenue du Caire, dans l'arrondissement 3 Tié-Tié, dans la zone de 7/7 de Dany où elle est implantée. Ce qui a permis d'assainir et de rendre plus accessible le quartier et de contribuer à l'amélioration des conditions de vie de ses habitants. Pour bon nombre de Pontenegrins, cette action devrait servir d'exemple aux autres sociétés.

La partie de l'avenue du Caire qui a été construite s'étend sur un linéaire de 1,50 kilomètre. Sa longueur est de 60 mètres sur 6 mètres 30 avec bordures, soit 320 carrés de couverture en pavés auto bloquant de 13 cm. La route en pavés a été réalisée par les ingénieurs du génie civile de la ville de Pointe-Noire pour un coût global de 25 millions de francs CFA. Cela, à la satisfaction de la population.

« Nous voyons beaucoup de sociétés évoluant dans les quartiers et qui ne pensent pas à mener des actions en faveur de ceux qui les entourent ni de leur environnement. Nous sommes satisfaits de ce que Global services et assurances a fait dans ce quartier. Lorsqu'on parlait de l'avenue du Caire, on ne voyait que sa partie bitumée située entre l'avenue de l'indépendance et l'avenue du CEG 30 mars 1979. Maintenant, on voit aussi l'autre côté qui a été dallé, donc son prolongement après l'avenue de ce CEG », s'est réjouie Germaine, une mère de famille.

Quant à la jeune Nicole, elle a déploré le comportement incivique de certaines structures : « Si toutes les sociétés pouvaient penser à améliorer leur environnement, le pays irait de l'avant et cela contribuerait à améliorer les conditions de vie de la population environnante. Mais ils y a des sociétés qui viennent encore détruire l'environnement et mettre

la population en difficultés comme chez nous au kilomètre 4. L'action de cette société est à louer et à encourager ».

Pour un jeune du quartier, cette action devrait servir d'exemple à d'autres sociétés de la place : « Avant, cette partie de l'avenue était en terre et accidentée, jonchée d'herbes et d'ordures. Elle était un peu abandonnée et difficile d'accès surtout en cas de pluie. Mais aujourd'hui, nous sommes fiers d'habiter la zone. Après cette société, d'autres qui sont dans la ville devraient emboîter le pas selon leurs moyens. Non pas seulement pour construire des routes mais mener des actions en faveur de ceux qui les entourent, par exemple l'accès à l'eau potable, à l'électricité, l'assainissement ».

Interrogé par « Les Dépêches de Brazzaville » sur les raisons de leur action, Igor Bikandou, président directeur général de Royal services assurances (évoluant dans la mécanique, tôlerie, peinture et assurances), expert-comptable congolais résidant en Afrique du Sud, a confié : « Outre le fait de rendre aussi accessible notre structure, la construction de cette partie de l'avenue du Caire en dalles est avant tout un acte d'amour pour mon pays en général, et en particulier pour ceux de la zone où Royal services et assurances est implantée ».

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

Une école de plus dans le district d'Ollombo

L'école primaire de Bomba, un village du district d'Ollombo, dans le département des Plateaux, va accueillir les élèves à partir de la rentrée prochaine.



L'école primaire de Bomba réceptionnée./DR

Construit par le ministre délégué au Budget, Ludovic Ngatsé, l'établissement scolaire constitué, entre autres, des logements d'astreinte, vient d'être réceptionné par le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou. « Nous nous battons pour donner la possibilité à tous les enfants de la République d'aller à l'école, en rapprochant les infrastructures scolaires des apprenants », a déclaré le donateur qui a été, par ailleurs, candidat aux législatives à Ollombo. Pour permettre à cette école d'accueillir les élèves à la rentrée scolaire prochaine, le département de l'Enseignement a mis à disposition quatre cents tables-bancs.

Le ministre Ludovic Ngatsé n'est pas à sa première initiative du genre. Avant l'école primaire de Bomba, il a construit celle de Ngossi et le collège de Mbanza. Après la réception de l'école primaire de Bomba, le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation a évalué le niveau

d'avancement des travaux du lycée d'Inkouélé. « Il est prévu que nous finissions les travaux dans deux mois, de sorte qu'en octobre prochain l'école soit ouverte », a expliqué Germain Nzala, de la structure Eco-services en charge de la construction.

La construction des écoles dans l'arrière-pays est une manière pour les pouvoirs publics d'atteindre l'objectif du développement durable 4 des Nations unies : assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. Aussi, il est question de soulager la population en la rapprochant des établissements scolaires, car dans les contrées où il n'y a pas d'écoles, certains élèves ne parviennent pas à poursuivre les études secondaires, les parents n'ayant pas les moyens nécessaires pour supporter des charges liées à leur déplacement vers d'autres localités, en vue d'achever le cycle au niveau du lycée.

Rominique Makaya

LUTTE CONTRE LA MORTALITÉ MATERNELLE

La redynamisation des districts sanitaires s'impose

A la faveur de la Journée mondiale de la population célébrée le 11 juillet de chaque année, le gouvernement, par l'entremise du ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki, a rendu publique une déclaration dans laquelle il note que la réduction du taux de mortalité maternelle, néonatale et infantile au Congo passe, entre autres, par la redynamisation des districts sanitaires.

« La réflexion nationale qui s'inscrit dans la problématique générale de l'accès universel à la santé de la reproduction figure parmi les préoccupations du gouvernement déclinées dans le Plan national de développement 2022-2026. Il paraît urgent d'améliorer la qualité des services de santé, afin de les rendre plus accessibles et opérationnels par la redynamisation des districts sanitaires », a indiqué le ministre de la Santé et de la Population. La mortalité maternelle, a-t-il dit, demeure élevée au Congo avec 378 décès pour 100 000 naissances vivantes. Du fait de l'impact négatif de la covid-19 sur le système de santé national, a-t-il ajouté, ce ratio a atteint 445 en 2021 et la tranche d'âge la plus touchée est celle des jeunes femmes de 20 à 34 ans.

En outre, a souligné Gilbert Mokoki, le taux de mortalité néonatale est de 21 pour 1000 naissances vivantes et le taux de mortalité infantile de 36 pour 1000 naissances vivantes. Le taux d'avortement est de 25,9%



Le ministre Gilbert Mokoki délivrant le message du gouvernement

dans la tranche d'âge de 15 à 19 ans et 31,3% dans celle de 20 à 24 ans, a-t-il signifié.

« Les points de prestations de la planification familiale sont faiblement utilisés par la population. Pour lutter contre ce fléau, il nous faut une

prise de conscience nationale effective de la planification familiale à tous les niveaux, afin de maîtriser une croissance démographique et bénéficier des bienfaits du dividende démographique », a-t-il déclaré.

Par ailleurs, le ministre a rappelé que l'attention de la communauté internationale est actuellement focalisée sur les grossesses indésirées estimées annuellement à 121 millions, soit 331 000 par jour en moyenne. Ce chiffre, a-t-il poursuivi, prouve l'incapacité de la communauté internationale à garantir le respect d'un droit éminemment fondamental.

Notons que pour cette année, la Journée mondiale de la population est placée sur le thème « Comprendre l'imperceptible : agir pour résoudre la crise oubliée des grossesses non intentionnelles » ; tandis qu'au plan national, le thème retenu est « Redynamisons la lutte contre la mortalité maternelle, néonatale et infantile pour l'atteinte des cibles de l'objectif du développement durable 3 en 2030 ».

Roger Ngombé

JOURNÉE MONDIALE DE LA POPULATION

L'ONU estime à huit milliards le nombre de personnes dans le monde

L'humanité célèbre, le 11 juillet de chaque année, la Journée mondiale de la population. Pour cette édition, l'action est mise sur les atouts qu'inspirent les progrès liés à la médecine et la nécessité pour les Etats d'investir dans le capital humain et physique afin d'améliorer le niveau de vie de la population.

En rapport avec la commémoration de la Journée mondiale de la population, l'Organisation des Nations unies (ONU) a fait une déclaration à travers laquelle elle indique qu'en 2011, le monde avait atteint une population de sept milliards d'individus et que cette année, ce nombre a augmenté à huit milliards. Ce résultat est une conséquence positive des progrès liés à la médecine, aux soins de santé et aux innovations technologiques qui font augmenter l'espérance de vie, réduire la mortalité maternelle et infantile et permettre le développement de la population.

« La plupart des personnes qui connaissent la croissance la plus rapide se trouvent dans le groupe des pays les moins avancés, notamment ceux qui ont connu collectivement une croissance annuelle d'environ 2,4 % entre 2000 et 2020 », a déclaré l'ONU. Elle a spécifié que dans un monde idéal, huit milliards de personnes signifieraient huit milliards d'opportunités et de politiques à mettre sur pied pour avoir les sociétés plus saines, autonomisées par leurs droits et leurs choix. Ainsi, il faut investir plus dans le capital humain et physique pour qu'il y ait des sociétés inclusives et produc-

tives. Ce n'est qu'à cette condition que l'humanité pourrait faire face aux énormes difficultés qui attendent la planète terre. Parce que, la croissance effrénée de la population mondiale au cours des deux derniers siècles tient en grande partie aux progrès de la médecine moderne et à l'amélioration du niveau de vie. Ces progrès ont permis de réduire considérablement la mortalité infantile, juvénile ou maternelle et d'accroître l'espérance de vie.

Etat de la population mondiale 2022

« Ces tendances ont d'importantes répercussions sur les générations à venir. C'est dans cette optique que le système des Nations unies se penche depuis longtemps sur ces questions complexes et intimement liées, notamment dans le cadre des activités du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) et de la Division de la population des Nations unies du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU », a signifié cette organisation.

Selon l'édition 2022 du rapport phare du FNUAP sur l'état de la population mondiale qui met en lumière



Image ID: KPG0XB
www.alamy.com

les chiffres alarmants, il est noté que près de la moitié des grossesses dans le monde ne sont pas planifiées et explorent les liens entre la santé, les droits humains, les aspects humanitaires et socio-économiques des grossesses non planifiées. En dehors de cet aspect, il y a aussi la problématique des violences sexistes, des obstacles accrus auxquels les femmes

sont confrontées pour accéder aux services de santé reproductive dans les situations de conflit ainsi que les risques liés aux avortements sans oublier les mariages des enfants et les grossesses des adolescentes.

« Chaque journée internationale représente une occasion d'informer le public sur des thèmes liés à des enjeux majeurs de la popu-

lation, par exemple, les droits fondamentaux, le développement durable ou la santé. Ces journées sont aussi l'occasion pour le système des Nations unies, les pouvoirs publics et la société civile d'organiser des activités de sensibilisation et de mobilisation des ressources », a conclu l'ONU.

Rock Ngassakys

ROYAUME-UNI

Deux favoris pour succéder à Boris Johnson

Longtemps persuadé qu'il pouvait rester en poste malgré les mensonges, scandales et conflits d'intérêts, le Premier ministre britannique, Boris Johnson, a fini par démissionner, sous la pression de poids lourds de son gouvernement.

Boris Johnson laisse un Parti conservateur épuisé par l'exercice du pouvoir et très fracturé. En difficulté depuis des mois, embourbé dans une série de scandales, volte-face et mensonges, il a fini par jeter l'éponge, le 7 juillet. Une chute précipitée par la démission spectaculaire, en moins de 24 heures, d'une quarantaine de ministres et collaborateurs. Un exode d'une rapidité sans précédent dans l'histoire du Royaume-Uni. Il pourrait rester Premier ministre jusqu'en automne. Le temps qu'un nouveau leader soit élu par les conservateurs. Le mécontentement courait depuis des mois, nourri notamment par le scandale des fêtes illégales à Downing Street pendant le confinement anti-Covid.

Boris Johnson et la réduction de l'aide britannique

Le mandat de Boris Johnson a vu une réduction de l'aide britannique de 0,7% à 0,5% du revenu national brut (RNB) ainsi que la fin du réputé ministère du Développement international, devenu une partie du Foreign, Commonwealth & Development Office. Le nouveau Premier ministre du Royaume-Uni sera choisi par les membres du Parti conservateur. Il n'y a pas de candidat unique. Le petit groupe de prétendants potentiels a des points de vue très variés sur le développement international. Le journal *Guardian* cite l'ancien chancelier Rishi Sunak, accusé

d'essayer d'imposer de nouvelles coupes dans l'aide en catimini, et Penny Mordaunt qui, en tant qu'ancien chef du DFID et travailleur à but non lucratif, est censé adopter une approche plus favorable à l'aide, comme les deux favoris pour succéder à Boris Johnson au 10 Down Street.

Et parmi les prétendants extérieurs figurent la ministre des Affaires étrangères, Liz Truss, dont la récente stratégie de développement international a fait l'objet de critiques, et Tom Tugendhat, président de la commission des affaires étrangères, qui a mené ces critiques et qui s'est rebellé contre son propre parti lorsque le vote sur la réduction de l'aide étrangère a eu lieu. Stephanie Draper, PDG de Bond, le réseau bri-



tannique d'ONG, a exhorté quiconque succédera à Boris Johnson à inverser une grande partie de son héritage en matière d'aide. « Sous sa direction, nous avons également assisté à la fusion mal réfléchie entre le Foreign Office et le DfID, ainsi qu'aux coupes dévastatrices dans le budget de l'aide britannique, supprimant une bouée de sauvetage pour des milliards de personnes confrontées aux conflits, à la pauvreté

et au changement climatique », a-t-elle déclaré. « Nous espérons que celui qui le remplacera prendra des mesures urgentes pour nous ramener à 0,7% du RNB allant à l'aide britannique, afin que nous puissions légitimement reprendre notre rôle d'acteur mondial lorsqu'il s'agit de tenir nos promesses aux populations les plus marginalisées du monde », a-t-elle exhorté.

Noël Ndong



Océan du Nord
Sécurité - Croisières - Événements

OUVERTURE DES LIGNES
ETOUMBI - KELLE & ETOUMBI - MBOMO!!
après une interruption momentanée de la ligne
Etoumbi - Kelle, votre transporteur vous annonce
sa relance et l'ouverture du tronçon Etoumbi - Mbomo



Brazzaville
ETOUMBI - KELLE
tous les

MARDIS

SAMEDIS



Brazzaville
ETOUMBI - MBOMO
tous les

JEUDIS

www.oceandunord.com
contact@oceandunord.com

Phones: 05 728 88 33/ 06 587 44 60
Direction Brazzaville: 01, rue Ango av de la tsiémé Mikalou.

ONYCOM PRÉSENTE

CONCERT

30
JUIL
17H

BRAZZAVILLE

📍 PALAIS DES CONGRÈS

FALLY IPUPA

CLASS

STANDARD TICKET: 10.000 FCFA

CONTACTS : +242056268856 / +242068016527



CONNECTEZ-VOUS À L'INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT ILLIMITÉ SPEED GRÂCE AU CRÉDIT NUMÉRIQUE DES MUCODEC



Dans le cadre de la mise en œuvre de son vaste plan stratégique « Transform », Congo Telecom poursuit le développement des partenariats avec diverses institutions financières pour renforcer son activité et ses différentes opérations.

C'est ainsi que l'opérateur historique s'est associé à la Fédération des MUCODEC pour sa nouvelle offre, le crédit numérique, une offre à la consommation destinée aux sociétaires de cette institution pour le financement annuel de leur abonnement internet SPEED.

Grâce au crédit numérique, les sociétaires de la fédération des MUCODEC peuvent désormais bénéficier d'un crédit à un taux de 0% pour financer leur abonnement annuel internet illimité SPEED de Congo Telecom.

Souscrire au crédit numérique c'est aussi bénéficier des avantages suivants :

- Une remise de 10% sur un abonnement annuel SPEED (de 12 Mbps à 100 Mbps)
- Un montant maximum de crédit s'élevant à 2.000.000 FCFA
- Un kit matériel gratuit (câble + modem wifi)

Pour toutes informations complémentaires, veuillez-vous rapprocher des agences Congo Telecom ou de votre gestionnaire de crédit MUCODEC.

Pour plus d'infos, contactez-nous via les canaux ci-dessous :

 Congo Telecom : 22 22 / Mucodec : 06 987 90 00



ETAT DE DROIT

Une loi à adopter pour protéger les dénonciateurs des actes de corruption

La Ligue congolaise de lutte contre la corruption (Licoco) s'est dite vivement préoccupée par l'arrestation du président de l'Alliance des commerçants du Congo, Ebele Moninga, suite à une complicité entre le directeur provincial de la Direction général des impôts (DGI) de l'ex-province orientale et le Parquet général près la Cour d'appel de Kisangani.

Le président de l'Alliance des commerçants du Congo, selon la Licoco, mène, à travers son organisation, une campagne contre les détournements des deniers publics dans la province orientale, dénonçant ouvertement les agents de la DGI qui commettent des mauvaises pratiques. « *M. Ebele Moninga saisit les autorités provinciales comme nationales pour qu'elles agissent contre ces antivaleurs qui ont élu domicile dans les chefs des agents de la DGI dans l'ex-province orientale* », a souligné la Licoco. Elle regrette qu'au lieu d'encourager le président de l'Alliance des commerçants du Congo et cette organisation à continuer ce combat contre les détournements des fonds publics commis par les agents de la DGI, le directeur provincial de cette régie financière s'est arrangé avec le Parquet général près la Cour d'appel de Kisangani pour

les faire taire.

La Licoco a fait savoir que le 3 novembre 2021, la direction provinciale de la DGI dans l'ex-province orientale a introduit une plainte contre Ebele Moninga auprès du Parquet général près la Cour d'appel de Kisangani. Les charges qui ont soutenu cette accusation ont notamment été l'incitation du public, en général, et des commerçants, en particulier, à refuser le paiement des impôts ; et outrage et agression contre les agents de la DGI. « *C'est par cette plainte que le Parquet général près la Cour d'appel de Kisangani arrêtera M. Ebele Moninga et enverra son dossier auprès du Tribunal de grande instance de Kisangani enregistré sous RP 15191* », a expliqué la Licoco qui indique que depuis le 15 janvier 2022, Ebele Moninga croupit dans la prison centrale de Kisangani.

La Licoco regrette, par ailleurs, le

fait que la DGI à Kinshasa n'a pas agi pour libérer le président de l'Alliance des commerçants du Congo alors qu'elle est informée de ce dossier dont les dénonciations ont été faites pour la mobilisation des recettes publiques. Elle rappelle que la RDC a ratifié la Convention des Nations unies contre la corruption, la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption ainsi que le Protocole de la Communauté de développement de l'Afrique australe contre la corruption et l'exhorte à avoir un arsenal juridique qui protège les dénonciateurs des actes de corruption ou lanceurs d'alerte contre toute poursuite judiciaire. « *Le cas de M. Ebele Moninga et d'autres cas des lanceurs d'alerte qui ont été arrêtés ou sanctionnés administrativement doivent interpellier les autorités politiques pour doter le pays d'une loi*

qui protège les dénonciateurs d'actes de corruption ou lanceurs d'alerte », a souligné la Licoco dans son communiqué signé par son secrétaire exécutif, Ernest Mpararo. Pour cette association, ne pas avoir une loi sur la protection des lanceurs d'alerte expose plusieurs citoyens qui veulent dénoncer la corruption aux représailles des corrupteurs et corrompus.

La Licoco demande donc urgemment à la DGI d'amorcer des démarches pour faire libérer Ebele Moninga, en instruisant sa direction provinciale de Kisangani à retirer la plainte déposée auprès du Tribunal de grande instance. Cette régie financière est également priée d'envoyer une mission de contrôle dans toute l'ex-province orientale afin de voir si les dénonciations faites par Ebele Moninga sont fondées ; et à permuter ou sanctionner les responsables de la DGI/Kisangani

qui protègent les détourneurs les fonds publics.

Elle attend que le Conseil supérieur de la magistrature instruisse le Tribunal de grande instance de Kisangani pour la libération urgente d'Ebele Moninga qui n'a fait que dénoncer les agents de la DGI qui détournent les fonds publics. Aux ministères des Finances et de la Justice, la Licoco demande d'ordonner à la DGI de lancer une mission de contrôle pour sanctionner tous les agents impliqués dans les détournements des fonds publics à ce moment où le gouvernement cherche à mobiliser les moyens financiers pour financer les projets socioéconomiques ; de proposer au Conseil des ministres une proposition de loi portant sur la protection des dénonciateurs des actes de corruption et lanceurs d'alerte, pour son adoption avant son envoi à l'Assemblée nationale.

Lucien Dianzenza



**MEILLEURS
PRODUITS
D'ASSURANCES
AUX MEILLEURS
PRIX**

**SOCIETE YA BISO
MOKO BANA MBOKA**



Assurance automobile



Assurance voyage



Assurance incendie



Assurance tous risques chantier

**PLUS DE 50 ANS DE METIER,
LEADER DES ASSURANCES**

EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU CONGO

SÉMINAIRE

Une journée de restitution sur le leadership panafricain

Le Mouvement des Indignés de la situation sécuritaire en République démocratique du Congo (MISS-RDC) a organisé, le 9 juillet dans la commune de Kintambo, à Kinshasa, une journée de restitution sur le leadership panafricain. La coordonnatrice nationale de ce mouvement citoyen, Nicole Kavira Kinyoma, a fondé son exposé principalement sur la formation qu'elle a reçue à Accra, capitale du Ghana, pendant près de trois semaines, autour de la thématique du leadership panafricain dans son aspect théorique et politique.

Développant son exposé, Nicole Kavira Kinyoma a expliqué comment est née la thématique du leadership panafricain, comment elle existe et quel est le chemin déjà parcouru. Elle a ensuite développé certains concepts, qui ont permis aux participants d'avoir un même entendement et de commencer la réflexion sur les mêmes bases et la même compréhension. Les termes expliqués ont été notamment la traite négrière, l'impérialisme, le capitalisme, le socialisme, le colonialisme, etc.

Après la définition de ces concepts, Nicole Kavira a tenté de répondre à la question de savoir pourquoi le continent africain ne se développait-il pas. Elle a rappelé qu'avec la traite négrière, les Noirs ont été, pendant plusieurs siècles, déportés de leur continent et utilisés comme esclaves pour la prospérité des autres continents dont l'Amérique, l'Europe et l'Asie. Et de noter qu'il y a eu, après, un éveil de conscience de la part des Noirs qui a mis fin à ces pratiques esclavagistes.

Le leadership panafricaniste : une théorie politique

Nicole Kavira a, par la suite, indiqué que pour être fort et développé, le pouvoir est déterminé par sa capacité de production. Revenant sur le cas du pays, la coordonnatrice du MISS-RDC a rappelé que l'économie congolaise s'appuie sur l'extraction minière mais, la RDC exporte ses produits à l'état brut. Ce qui empêche, selon cette activiste, au pays de se développer. « Et, les grandes puissances nous bloquent dans cette nébuleuse », a-t-elle souligné.



Nicole Kavira devant les participants au séminaire/Adiac

Pour elle, la prise de conscience des Congolais, appuyée par le leadership panafricain, comme théorie politique, aidera le pays et toute l'Afrique à sortir de cette nébuleuse dans laquelle les grandes puissances mondiales veulent les voir enfermés, en vue de continuer à les exploiter. Ce qui ouvrira également le chemin du développement du continent noir.

Conscientiser le peuple

Pour la coordonnatrice du MISS-RDC, en effet, l'une des causes de l'échec du panafricanisme des années 1950 a été sa non-compréhension par le peuple africain. Et, c'est aussi la même cause qui n'a pas permis à l'indépendance tant voulue par les héros africains de tenir ses promesses. C'est donc, à l'en croire, la passivité des peuples d'Afrique qui a

empêché les réflexions et le réveil portés par Patrice-Emery Lumumba, Nkrumah, Hamílcar Cabral, Julius Nyerere, Thomas Sankara, Mouammar Kadhafi, Holden Neto, Sékou Touré, etc., d'amener à la libération de l'Afrique selon l'entendement de ces héros. « Le Panafricanisme a échoué parce que le peuple n'avait pas connaissance des réflexions de ces leaders. Il y avait également un individualisme qui a porté un coup dur à leur lutte », a-t-elle expliqué. Et de noter qu'il faut, pour l'Afrique, une nouvelle idéologie afin de se développer.

Nicole Kavira pense que ces héros africains ont été facilement tués parce que le peuple n'avait pas compris leur idéologie. C'est pourquoi, a-t-elle affirmé, il faut former et informer le peuple. « Nous avons

également passé un siècle et demi avec des organisations comme l'Union européenne et toutes les autres. Mais, cela n'a toujours pas profité à l'Afrique », a-t-elle révélé, soutenant qu'il faut changer la façon de faire.

Une brèche ouverte à l'Afrique

De l'avis de la coordonnatrice du MISS-RDC, la guerre que mène la Russie en Ukraine est une brèche ouverte à l'Afrique pour se positionner. « Comment le continent africain peut-il se positionner et s'allier à certaines puissances pour son développement ? Quels sont les contextes dont l'Afrique doit-elle se servir pour devenir réellement indépendante ? » Ce sont là les principales questions qui ont conduit au débat en vue de trouver une position commune à tous les participants à ce séminaire.

Nicole Kavira a conseillé une réflexion d'ensemble à tous les pays d'Afrique, pour conduire au vrai développement voulu. « Ce changement doit nécessairement passer par l'unification de la lutte », a-t-elle indiqué, appelant tous les pays africains à apporter leur part pour sortir le continent de son sous-développement.

Ce questionnement a conduit à plusieurs interventions qui ont toutes appelé à une prise de conscience de la population congolaise et africaine, en vue de tracer le chemin du développement. Ces interventions ont également prévenu que pendant que les Africains réfléchissent pour sortir du joug de l'impérialisme, ils doivent toujours avoir à l'esprit que l'impérialiste travaille également pour continuer à garder sa position.

Lucien Dianzenza

SANTÉ

Lancement des épreuves du jury national pour l'édition 2021-2022

Le coup d'envoi des épreuves a été donné le 11 juillet par la vice-ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, Véronique Kilumba Nkulu, à l'Institut national pilote d'enseignement de sciences de santé (INPESS), dans la commune de Kasa-Vubu, à Kinshasa. L'activité s'est déroulée en présence du représentant de la coopération japonaise (Jica) et des responsables de cet établissement scolaire médical.

9 908 candidats finalistes des écoles de santé, sur l'ensemble du territoire national, prennent part aux épreuves du jury national de fin d'études secondaires. A cette occasion, la vice-ministre de la Santé, Véronique Kilumba Nkulu, a indiqué que son ministère travaille selon la vision du chef de l'Etat qui tient à ce que la Couverture santé universelle soit effective en République démocratique du Congo.

« A travers cet axe de Couverture santé universelle, nous avons la réhabilitation des infrastructures sanitaires ainsi que la construction et l'équipement. Mais il y a un acteur principal, qui est le prestataire, parce que nous pouvons avoir de beaux bâtiments, mais s'il n'y a personne pour y travailler, nous n'allons pas atteindre l'objectif visé », a soutenu la vice-ministre.



Des élèves finalistes des écoles de santé/Photo d'archives

Véronique Kilumba Nkulu a ajouté que les prestataires sont en train d'être formés pour qu'ils puissent, dans l'avenir, donner des soins de qualité à la popula-

tion afin de rendre effective la vision du président de la République sur la Couverture santé universelle.

« Nous restons vigilants et regar-

dants pour que nos apprenants aient une formation de qualité. Et là, nous remercions particulièrement la Jica qui nous accompagne depuis un certain temps et nous

amène à réaliser nos objectifs », a reconnu la vice-ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention. Concluant son propos, elle n'a pas manqué de plaider auprès du partenaire la Jica pour doter le pays des équipements modernes afin d'aider d'autres apprenants vivant avec handicap, comme une dame aveugle retrouvée dans cette salle et qui a suivi son enseignement de masseuse dans la filière de kinésithérapie. Ce plaidoyer de la vice-ministre auprès de la Jica va permettre au ministère de la Santé « d'asseoir cette filière et de l'implanter sur l'ensemble du territoire national, afin d'éviter que ces personnes vivant avec handicap soient des mendiants, mais plutôt puissent devenir de vrais citoyens qui vont contribuer au développement de la nation », a-t-elle conclu.

Blandine Lusimana

PROJET « UN MONDE SANS FAIM » DE CARITAS

Réhabilitation et équipements du Centre de santé Bogilima au Nord-Ubangi

Située dans un village des pêcheurs, au bord de la rivière Lua, à quatre-vingt-dix km de Libenge-centre, le Centre de santé Bogilima dans la province du Nord-Ubangi, a récemment bénéficié d'un appui en équipements de la Caritas Molegbe.

L'appui qui s'inscrit dans le cadre du projet « Un monde sans faim » concerne la planification familiale. « Les équipements remis à ce centre de santé ont été composés d'un lit d'accouchement moderne, d'une boîte d'accouchement, d'un pèse-bébé, d'une boîte histomie et d'un carton de colliers du cycle », a indiqué l'Ingénieur Frédéric Dangali, responsable des opérations du projet « Un monde sans faim » pour le Nord-Ubangi. Cet appui permettra de réduire la mortalité maternelle et néonatale car, avant la réhabilitation et l'équipement



de ce centre, les femmes n'accouchaient pas dans de bonnes conditions.

« Les femmes accouchaient dans un centre de santé vétuste », a reconnu le respon-

sable des opérations du projet « Un monde sans faim » pour le Nord-Ubangi. « Elles

sont, en outre, sensibilisées à la méthode naturelle de planification à l'aide du collier du cycle », a-t-il ajouté.

Financé par le ministère allemand de la Coopération et du Développement, via la Caritas Allemagne, le projet « Un monde sans faim » cible cinq mille ménages agricoles dans les provinces du Nord-Ubangi et du Sud-Ubangi. Caritas Congo ASBL et ses deux Caritas-Développement diocésaines de Molegbe et Budjalla sont engagées, depuis 2018 dans sa mise en œuvre jusqu'à la fin 2022.

Blandine Lusimana

COMMÉMORATION

La Comaco a célébré la fête de tabaski

La Communauté musulmane Ahmadiyya de la République démocratique du Congo (Comaco) a célébré, à l'instar des autres musulmans du monde, la fête de Tabaski, le 9 juillet à Kinshasa.



Le représentant légal de la Comaco devant les fidèles musulmans

Le représentant légal de la Comaco, l'amir Jama'at RDC, Khalid Mahmood Shahid, a dirigé la prière à la mosquée de Barumbu. Dans son exhortation, il a exigé à chaque musulman de comprendre la philosophie du sacrifice, expliquant que le Saint Coran indique que la chair et le sang des animaux (égorgés à cette occasion) ne constituent pas une offrande agréable à Allah mais ce qui vaut c'est plutôt la droiture et la crainte de Dieu. « C'est tout le sens de cette fête de tabaski qui interpelle chaque musulman à adopter de façon régulière un comportement digne et agréable à Dieu », a-t-il souligné.

Comme en pareilles circonstances, la Communauté musulmane Ahmadiyya en RDC a égorgé, avec l'appui de son ONG « Humanity First Allemagne » dont la contribution est d'une importance capitale pour tous ses sacrifices et travail en faveur des populations congolaises, huit

vaches et quarante-cinq bœufs. La viande de ces animaux a été distribuée à plus de sept mille personnes dont des fidèles Ahmadiis et les non fidèles. La fête de tabaski (l'Aïd-ul-Adha) marque la fin du pèlerinage à la Mecque par les musulmans du monde entier. Elle commémore l'obéissance de Hazrat Ibrahim et de son fils Hazrat Ismail au commandement d'Allah.

Selon le livre saint de l'Islam, en effet, Hazrat Ibrahim a eu une série de rêves dans lesquels il se voyait sacrifier son fils aîné Ismail. Il en déduit que c'était peut-être la volonté de Dieu qu'il sacrifie la vie de son fils. Hazrat Ibrahim étant obéissant à Dieu était sur le point de sacrifier la vie de son fils Ismail, quand Dieu lui a ordonné de s'arrêter et lui a donné la bonne nouvelle qu'il avait effectivement accompli son commandement.

Lucien Dianzenza

ENTREPRISES PUBLIQUES

La relance de la Socir SA à l'ordre du jour

Une commission spéciale composée des délégués des parties prenantes est en passe d'être mise en place afin de dresser l'état des lieux et d'élaborer le Plan de relance de la Socir SA, incluant la production des émulsions de bitume.

L'information est ressortie du 61^e conseil des ministres qu'avait présidé le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, le 8 juillet, en visioconférence. Cette thématique a figuré en bonne place dans la traditionnelle communication présidentielle en ouverture aux débats et a fait l'objet d'une attention soutenue au regard de l'intérêt que revêt la remise en service de la Socir SA et de l'usine de production des émulsions de bitume. Il s'agit là tout simplement de la matérialisation d'une recommandation formulée lors du 54^e conseil des ministres, tenue le 20 mai dernier. Pour le président Félix-Antoine Tshisekedi, la nécessité et l'urgence s'imposent aujourd'hui afin de donner corps à cette recommandation eu égard aux dividendes que pourrait en tirer le pays.

Cette relance, a-t-il indiqué, devrait permettre à la Socir SA de jouer son rôle non seulement logistique, mais surtout, d'usine de raffinage du pétrole brut, en vue d'assurer l'approvisionnement du marché national en produits pétroliers. Et, parallèlement, les deux autres unités de production d'émulsions de bitume neuves, une fois mises en service, permettront la fabrication journalière de 1000 tonnes de bitume.

La ministre d'Etat, ministre du Portefeuille a été instruite d'accélérer le processus devant aboutir à l'installation d'une commission spéciale censée booster ce projet salvateur pour le pays. En attendant, un rapport y relatif devrait être soumis prochainement au conseil des ministres.

Alain Diasso

SEPTIÈME ART

Lancement du Festival international du film panafricain de Luanda

Annoncée au cours d'une conférence organisée le 5 juillet à Luanda, la capitale angolaise, la première édition du Festival international du film panafricain de Luanda (Luanda PAFF) aura lieu du 24 au 27 novembre 2022 à Fundacao Arte e Cultura à Ilha de Luanda.

Fondé en octobre 2019 par le Congolais Ne Kunda Nlaba, producteur de cinéma, réalisateur et professeur de cinéma de l'Académie Kongo Bizizi, Luanda PAFF, explique-t-on, est un événement cinématographique annuel qui célèbre le cinéma angolais ainsi que panafricain et projette des films produits en Afrique et dans sa diaspora. La première édition, initialement prévue pour 2020, a été retardée par la pandémie de covid-19. Ce rendez-vous, indique-t-on, a pour objectif de contribuer au développement de l'industrie cinématographique angolaise et africaine en reliant le public angolais au cinéma africain via des journées de projection de films nationaux et africains à Luanda ; en créant une plateforme de marché du film pour les films nationaux et africains ; et en organisant des événements de mise en réseau qui mettent en relation les cinéastes angolais avec des cinéastes du monde entier par le biais de branches cinématographiques, de conférences, d'ateliers, de master classes et de formations.

Les films de tous genres sont acceptés

Le Luanda PAFF accepte les films de tous genres (drame, comédie, horreur, aventure, animation, romance, science-fiction, expérimental, etc.) réalisés par des cinéastes africains vivant en Afrique et du monde entier, y compris ceux d'origine africaine. Le festival accepte les longs métrages, les courts métrages et les séries web, les récits et les documentaires. En outre, les films réalisés en dehors du continent africain sont les bienvenus, à condition que l'histoire concerne la communauté africaine de la diaspora. Le festival privilégie les films qui dépeignent des images positives ou réalistes et tous les films soumis doivent être sous-titrés en portugais. Néanmoins, le Luanda PAFF accepte exceptionnellement les films en anglais ou en français sans sous-titres portugais car, explique-t-on, l'équipe de sélection est multilingue. Mais, si ces films sont sélectionnés, les cinéastes doivent soumettre une



L'initiateur du festival, Ne Kunda Nlaba (au milieu), et une partie de son équipe

version avec des sous-titres portugais.

Des prix pour chaque catégorie

Les cinéastes sélectionnés qui ont des difficultés à produire des sous-titres en portugais peuvent s'arranger avec l'équipe du fes-

tival. Pour ce qui est des prix, le festival récompensera les cinéastes, les acteurs et les films en compétition pour chaque édition et dans différentes catégories, notamment meilleur court métrage, meilleur long métrage, meilleur documentaire, meilleure série drama-

tique, meilleur réalisateur, meilleure cinématographie, meilleur acteur et meilleure actrice. Le jury récompensera également certains cinéastes pour l'ensemble de leurs réalisations et leur carrière dans le cinéma.

Patrick Ndongidi

BOXE

Emmany Kalombo remporte la ceinture IBF internationale à Johannesburg

Pugiliste congolais évoluant en Afrique du Sud, Emmany Kalombo s'est offert, le 30 juin dernier, jour commémoratif de l'Indépendance de la République démocratique du Congo (RDC), le titre de champion IBF International.

Le boxeur poids moyen de 39 ans, surnommé « The General », a décroché à ESPN Africa Boxing 18 la ceinture Internationale IBF (International boxing federation), en battant le Kényan Rayton Okwiri sur abandon au 8e round. C'était la première défaite du colosse kényan qui a participé aux Jeux Olympiques de Rio en 2016 et comptait sept combats pro.

Déjà détenteur de la ceinture WBO Afrique, Emmany Kalombo a ajouté donc cette nouvelle ceinture, lui qui était annoncé favori avant cette opposition. Il a usé de sa puissance pour s'imposer et forcer son adversaire à abandonner. Il a accéléré son rythme après le sixième round pour venir à bout de son adversaire au 8e round. Okwiri a ressenti une vive douleur à l'un de ses doigts de la main droite et ne pouvait plus continuer le combat. Beau frère du champion du monde Junior Ilunga Maka-



Emmany Kalombo entouré de son équipe et du champion du monde Junior Ilunga Makabu

bu (qui était présent au combat pour l'encourager, tout comme son manager Tarik Saadi), il a félicité son adversaire d'avoir résisté et a ajouté : « ce n'est pas facile de combattre un gaucher, c'est

un style maladroit, mais j'ai réussi à le faire ».

Emmany Kalombo a dédié, dans son speech après le combat, sa victoire aux victimes de la guerre et de l'insécurité ambiante dans l'Est de la RDC et

aux Forces armées de la RDC actuellement au front pour anihiler l'agression rwandaise sous couvert des attaques du mouvement rebelle du M23. Avant ce combat, il avait battu le Malawite Chikondi Makawa,

le 24 avril dernier à Soweto, à Johannesburg, au troisième round. Son palmarès indique désormais dix-sept combats en professionnel dont seize victoires par KO et une défaite, le 3 avril 2021, face à Israël Madrimov à l'Humo Arena de Tachkent, en Ouzbékistan. Rayton Okwiri, pour sa part, avait battu en octobre 2021 à Dar Es Salaam l'Ougandais John Serunjogi au huitième round. Et il avait promis à Kalombo de lui réapprendre à boxer. C'est finalement lui qui a abdicqué à la 8e reprise, sa première défaite en huit combats pro. Mais en cas de victoire, Rayton Okwiri allait devenir le premier boxeur kényan à remporter un titre international majeur, alors que sa compatriote Fatuma Zakira fut la première de ce pays à disputer un titre international, perdu en 2016 face à la Jamaïcaine Alicia Ashley pour la ceinture WBC.

Martin Engimo

CLOSE COMBAT

Le Congo attendu au Mali

Une forte délégation de la Fédération congolaise de close combat et disciplines associées (Fécoclose-Da) sera, du 29 au 30 juillet à Bamako, au Mali, pour participer aux travaux de la session inaugurale de l'Union africaine de close-combat.

La Fécoclose-Da qui est, à ce jour, la première fédération de close-combat reconnue par un Etat souverain en Afrique, présentera à l'ensemble des participants à ces assises quelques arcanes de cette discipline lors de la cérémonie de clôture.

Le directeur technique national du Congo, également directeur technique régional de close combat, Me Francis Mahoungou, sera sans nul doute au cœur de ces assemblées qui marqueront l'officialisation et l'inauguration de l'Union africaine de close combat. Ces assises qui seront supervisées par les autorités maliennes baliseront les bases de ce sport de combat au niveau continental. Le Congo a donc un grand rôle à jouer puisque Me Francis Mahoungou est le représentant légal du président de la Fédération internationale de close combat en Afrique.

Rude Ngoma



Des pratiquants du close combat congolais lors d'une démonstration/Adiac

FOOTBALL

Les résultats des Diablies rouges et des Congolais de la diaspora en France (matchs amicaux)

Le Havre bat Quevilly-Rouen 2-1. Sans Fernand Mayembo, annoncé sur le départ, mais avec Nolan Mbemba, titulaire et remplacé à la pause.

Marvin Baudry était titulaire au coup d'envoi du match entre Laval et Guingamp (1-2). Remplacé à la pause alors que les Tangos menaient 1-0. Fred Dembi a fait ses premiers pas sous le maillot du Red Star lors de la défaite de son club face au Paris FC (0-1).

Le Paris 13 de Randi Goteni et de Jordy Kaloukadilandi bat le Stade de Reims de Bradley Locko (2-1).

Mons Bassouamina marque son premier but sous le maillot du FC Pau, large vainqueur d'une sélection des Landes (5-0). Titulaire, il a débloqué le score à la 15e mn. Exaucé Ngassaki était titulaire lors du revers de Trélissac face à Bordeaux (0-3).

Sans Jason Ngouabi, absent de la feuille de match, Caen (Ligue 2) bat Ajaccio, promu en Ligue 1, sur le score de 1-0. Remplaçant, Bevic Mousiti Oko est entré à la pause.

Sans Bryan Passi, absent, Niort chute face à Angers (1-2).

Warren Tchimbembé a joué une heure lors du succès de Metz face aux Luxembourgeois du Racing Union (2-0). Remplaçant, Davy Ngoma est entré en deuxième période, contrairement à Yann Mabella. Son absence augure-t-elle un départ imminent ?



Warren Tchimbembé a joué 63 minutes avec Metz contre le Racing Union (fcmetz.com)

Aligné en seconde période face au Servette, le 5 juillet, Kévin Mouanga n'a pas joué dimanche lors du succès d'Annecy sur Nîmes (2-0). Rodez bat Montpellier 1-0. Adilson Malanda était titulaire dans les rangs ruthénois. Côté héraultais, Faitout Maouassa disputait

son premier match sous ses nouvelles couleurs. Beni Makouana n'a pas joué.

Aeron Zinga était titulaire lors du revers de Valenciennes face à Lens (0-3). Brice Samba n'était pas sur la feuille de match.

Monaco bat Portimonense 2-1. Remplaçant, Chrislain



Scott Bitsindou a repris la compétition en Ecosse (DR)
Durel Avounou a marqué son premier but en Turquie (DR)

Matsima est entré à la pause. Ecosse, 1ère journée de la phase de groupe, Coupe de la Ligue

Scott Bitsindou était titulaire dans l'axe gauche de la défense centrale de Livingston FC, vainqueur 3-2 sur le terrain d'Albion Rovers. L'ancien joueur de Lierse est devancé sur le premier but adverse. Recruté le jour même, Dylan Bahamboula est entré au retour des vestiaires, alors que son équipe menait 2-0 avec

un maillot floqué numéro 7.

Matchs amicaux

Erving Botaka Yobama a marqué le troisième but du FC Ufa, vainqueur du Rubin Kazan (4-3). Titulaire, il a marqué de la tête le but du 3-1 à la réception d'un corner.

Samedi, Durel Avounou a marqué le premier des deux buts de son équipe, Umranyespor, face à Kasimpasa (2-2).

Camille Delourme

FOOTBALL

Jugés pour escroquerie, Platini et Blatter acquittés en Suisse

Après plus de six ans d'enquête et deux semaines de procès pour escroquerie en Suisse, Michel Platini et Sepp Blatter ont été acquittés vendredi dans le dossier qui a brisé les ambitions du Français, pressenti en 2015 pour prendre la tête du football mondial.

Face au Tribunal pénal fédéral de Bellinzone (sud-est), les deux accusés, qui dirigeaient respectivement l'Union des associations européennes de football (UEFA) et la Fédération Internationale de football association (Fifa) avant l'éclatement de l'affaire, ont écouté le jugement qu'ils appelaient de leurs vœux depuis des années, alors que le parquet avait requis mi-juin un an et huit mois de prison avec sursis.

«Je suis très heureux (...) Vous verrez, la réaction du monde du football sera bonne, car Platini et moi étions de grandes têtes pensantes - et jouante, pour lui - de notre organisation», s'est réjoui Sepp Blatter à la sortie du tribunal. De son côté, l'ex-capitaine des Bleus a estimé avoir «gagné un premier match», tout en faisant une nouvelle fois allusion à une manipulation politico-judiciaire destinée à l'écartier du pouvoir. «Dans cette affaire, il y a des coupables qui n'ont pas comparu au cours de ce procès. Qu'ils comptent sur moi, nous nous retrouverons», a-t-il promis.

Michel Platini soupçonne en particulier un rôle occulte de Gianni Infantino, son ancien bras droit à l'UEFA, élu en 2016 à la tête de la Fifa, et visé depuis 2020 par une procédure distincte pour trois rencontres se-

crètes avec l'ancien chef du parquet suisse.

«Accord de gentlemen»

Faute d'avoir réussi à joindre ce volet aux débats de Bellinzone, le Français de 67 ans et le Suisse de 86 ans ont comparu en juin pour avoir «obtenu illégalement, au détriment de la Fifa, un paiement de 2 millions de francs suisses» (1,8 million d'euros) «en faveur de Michel Platini».

Défense et accusation s'accordaient sur un point: le triple Ballon d'Or a bien conseillé Sepp Blatter entre 1998 et 2002, lors du premier mandat de ce dernier à la tête de la Fifa, et les deux hommes ont signé en 1999 un contrat convenant d'une rémunération annuelle de 300 000 francs suisses, intégralement payée par la Fifa.

Mais en janvier 2011, l'ancien milieu de terrain - devenu dans l'intervalle président de l'UEFA (2007-2015) - «a fait valoir une créance de 2 millions de francs suisses», qualifiée de «fausse facture» par l'accusation.

Les deux hommes martelaient de leur côté qu'ils avaient dès l'origine décidé d'un salaire annuel d'un million de francs suisses, par un «accord de gentlemen» oral et sans témoins, sans que les finances de la



Michel Platini/Fabrice Coffrini - AFP des roubles, des marks, c'est toi qui décides», a raconté la légende des Bleus.

Fifa n'en permettent le versement immédiat à Michel Platini.

Le Français «valait son million», avait assuré Sepp Blatter aux magistrats, avant que Michel Platini ne décrive à son tour une négociation si peu formalisée qu'il n'avait pas précisé la devise: «Moi pour rigoler, j'ai dit des pesetas, des lires,

habituelles de l'instance, et avait exhumé des rapports d'audit de la Fifa. Même si l'organisation de Zurich avait payé un million de francs suisses à Platini dès 1999, elle aurait encore eu «plus de 21 millions de francs de trésorerie», avait rappelé le magistrat.

Mais le tribunal a balayé cet argument comptable, jugé plausible le récit des deux accusés, et estimé que l'escroquerie n'était «pas établie avec une vraisemblance confirmant à la certitude» - appliquant donc le principe selon lequel le doute doit profiter à la défense.

L'avocat de Sepp Blatter avait, par ailleurs, souligné dans sa plaidoirie l'absence de mobile clair de son client, auquel cette affaire n'a pas rapporté un centime.

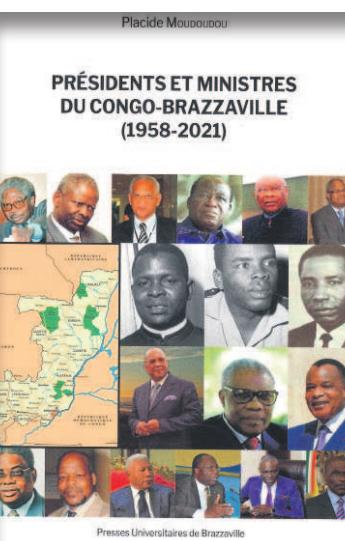
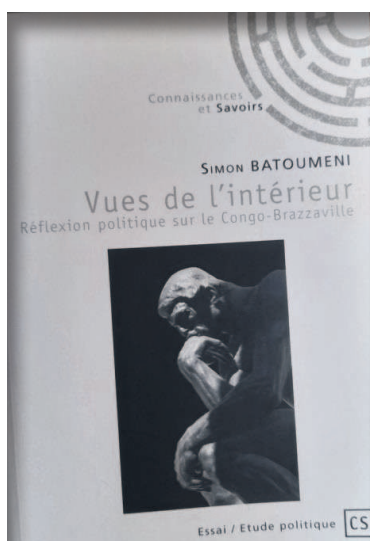
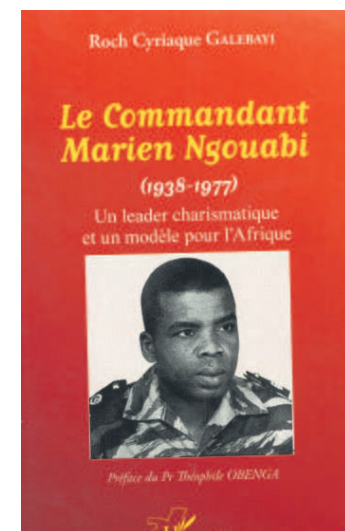
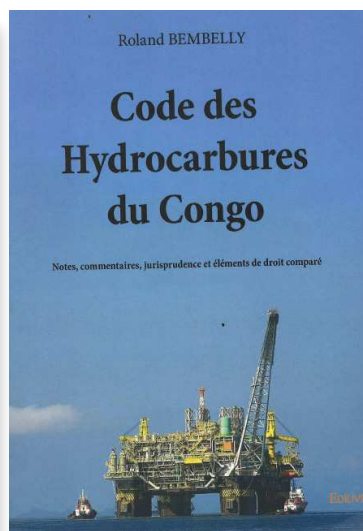
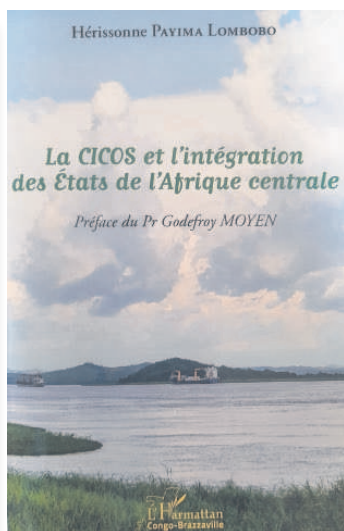
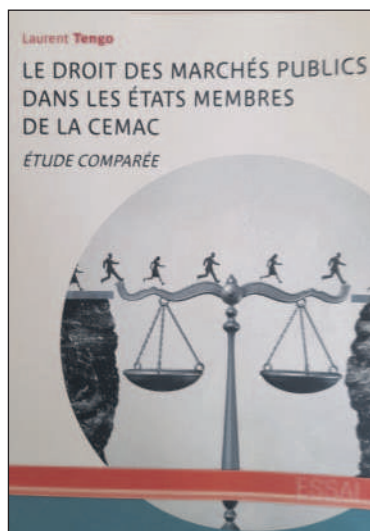
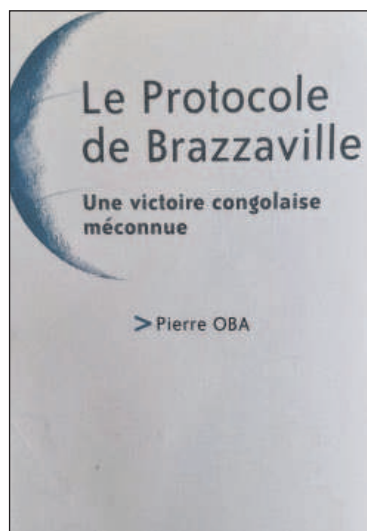
Prudemment et sans disposer de preuves, le parquet avait fait planer le spectre de la corruption en rappelant le soutien apporté par Michel Platini et le comité exécutif de l'UEFA à la réélection de Blatter à un quatrième mandat, fin mai 2011.

L'éventualité d'un procès en appel reste ouverte, le parquet ayant seulement indiqué vendredi qu'il déciderait de la suite de la procédure «dès qu'il disposera d'un jugement écrit et motivé».

AFP



EN VENTE



LIVRE

« Et quand nos rêves embrassent les ténèbres » à la rencontre des étudiants

Recueil de poèmes de 41 pages publié par les Editions Mikanda de la République démocratique du Congo, « Et quand nos rêves embrassent les ténèbres » a été au centre d'un échange, le 7 juillet, entre son auteur, Tristell Mouanda Moussoki, et les étudiants de l'Université Marien-Ngouabi.

C'est au sein de la bibliothèque de la Faculté des lettres, arts et sciences humaines (Flash) que s'est déroulée la rencontre littéraire autour du recueil « Et quand nos rêves embrassent les ténèbres ». Chant ardent, mû par l'ampleur de la douleur, ce recueil est une poésie miroir qui blâme le mal pour désaliéner la marche de la société africaine et l'aider à accomplir son destin. En effet, ce que Tristell Mouanda scrute dans une tonalité tragique et pathétique aboutit très rapidement à une conscience marquée, donnant au poème toute sa densité révolutionnaire.

Dans un élan de permettre à l'assistance, dominée par la présence des étudiants, de comprendre les différents poèmes qui composent ce livre, le comédien et metteur en scène Guy Stan Matingou a ponctué les échanges par des temps de lecture de quelques extraits du livre puisés, entre autres, des pages 10,12, 14, 16, 38 et 40. Selon Tristell Mouanda, ces extraits sont une façon pour lui de convoquer les hommes au vivre-ensemble, les jeunes à s'élever pour rencontrer la lumière. De plus, à travers quelques poèmes, il attire l'attention des

Etats africains, déclarant que « *la jeunesse est la racine même du rêve, c'est l'avenir d'un pays. Et, une jeunesse mal formée, mal éduquée, c'est une jeunesse délaissée* ».

La rencontre littéraire a été également l'occasion favorable pour le public de manifester son ressenti à travers des questions à l'endroit de l'auteur. Celles-ci ont porté notamment sur le sens du titre de l'ouvrage ; le choix d'aborder les souffrances du peuple africain ; le fait que l'ensemble des poèmes n'a pas de titres, etc. Répondant à ces interrogations, Tristell Mouanda a notifié qu'on ne peut pas être poète et ne pas s'interroger ; aussi l'émotion naît lorsqu'on est face à la nature ou à une problématique.

« *Les rêves embrassent les ténèbres, c'est simplement la question de la souffrance, de la douleur. Le rêve du peuple africain est avorté et quand c'est le cas, on n'est pas dans la lumière, mais plutôt dans l'obscurité, voire l'échec. Je suis un poète de mon époque, j'essaie de voir le contour de ma société. En effet, je ne peux pas écrire sur des questions qui dépassent mon entende-*



Les étudiants assistant aux échanges/Adiac

ment. Par ailleurs, je n'ai pas titré les poèmes parce que pour moi, la poésie c'est une prière, c'est l'acheminement des idées. Quand je suis donc en transe, je n'ai pas le temps de titrer justement les poèmes», a longuement expliqué le poète.

Après l'intervention de l'auteur, le public a salué ses efforts et son travail abattu pour rédiger

ce recueil de poèmes. « *En tant que poète, il s'est donné une mission cardinale, celle de libérer le peuple africain et de lui permettre de quitter l'état dans lequel il se trouve afin d'atteindre l'avenir. Un avenir plus associé avec la nuit mais avec la lumière*», a déclaré Prince Matoko.

Notons qu'au terme des échanges,

Tristell Mouanda a dédié quelques exemplaires de son ouvrage. Cette cérémonie littéraire a connu la présence du responsable de la maison d'édition Mikanda, le poète Youssef Branh, directeur de la bibliothèque de la Flash, Roland Ondombou, et du Dr Leckaka-Peya.

Merveille Atipo et Mira Boussiengue, stagiaire

FONDATION CHARLES-DE-GAULLE

La revue Espoir édite « La mer : présence, innovation, rayonnement pour la France »

A paraître le 20 juillet, dans « Le Cahier de la revue Espoir sur l'espace maritime de la France » de la Fondation Charles-de-Gaulle, avec la contribution d'une trentaine d'experts, « La mer : présence, innovation, rayonnement pour la France » décrit la Zone économique exclusive (ZEE) de la France, deuxième puissance maritime. L'ouvrage de 160 pages, préfacé par Hervé Gaymard, ancien mini stre, président de la Fondation Charles-de-Gaulle, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, associe le général Charles de Gaulle à l'aventure maritime.

Ceinturée de mers et richement dotée d'outre-mer qui lui offrent un immense domaine maritime de ZEE, deuxième pays du monde, en termes de surfaces maritimes, la France détient, à elle seule, dix millions de Km² de superficie, et susceptible d'une extension de 500 000 km², éparpillés sur différents océans. Alors que 90% des échanges mondiaux se font par la mer, elle est appelée à faire face à des défis, menaces et dangers liés aux enjeux actuels (économiques, géostratégiques, scientifiques et environnementaux), afin de tenir son rang, garantir sa souveraineté, assurer la libre circulation des navires, soutenir la recherche scientifique et continuer à promouvoir une politique de la mer contribuant au bien commun et à l'avenir de l'humanité. L'une des questions que se pose l'ouvrage est de savoir si la France d'aujourd'hui a les moyens de ses responsabilités, pour quels intérêts est-elle toujours en mesure de garantir la souveraineté de son espace maritime, de mieux gérer les ressources de ses océans et d'en tirer parti pour l'avenir de ses jeunes générations ? Aujourd'hui, la mer



est devenue l'avenir de la terre. La France, bien dotée en atouts maritimes, dispose en mer d'un formidable réservoir de croissance. Mais un engagement plus résolu en mer, y compris militaire, s'impose aujourd'hui; la mer étant devenue une superstructure vitale de la planète. En ces temps de brouillard stratégique, elle redevient un théâtre stratégique global. Le général de

Gaule l'avait compris, il y a plus de cinquante ans.

Charles de Gaulle, un général de l'armée de terre visionnaire des enjeux de la mer

Général de l'armée de terre, Charles de Gaulle se préoccupait bien de la mer. En juin 1940, il embarque à Brest pour rallier Londres et y fonder la France libre. Et à diffé-

rentes occasions, il évoque la mer. Le 15 février 1965, il confirme le rôle de premier plan de la Marine française, qui doit être « *en mesure de frapper fort [...] sur la mer et depuis la mer; tout ennemi de la France* ». En 1967, il crée le Centre national pour l'exploitation des Océans, et souligne l'importance de la mer « *source de richesse* », « *sanctuaire de notre force navale de dissuasion* », puis le 25 janvier 1969 à l'Ecole militaire, au sujet du destin maritime de la France, il déclare que « *l'activité des hommes se tournera de plus en plus vers la recherche et l'exploitation de la mer; que les ambitions des Etats chercheront à dominer afin d'en contrôler l'activité et les ressources* ». Cinquante ans plus tard, cette vision est devenue réalité. La géopolitique des terres étant indissociable d'une géopolitique des mers.

Une France maritime, un atout inaliénable dans la planète globalisée

Mieux dotée que quiconque en Europe, la France dispose-là d'un atout inaliénable dans la planète

globalisée, peu exploitée, selon les experts. C'est l'un de ses principaux réservoirs de croissance. Sa métropole est placée au carrefour des artères maritimes les plus denses du monde, avec des relais nombreux au large sur tous les continents comme autant de promesses de développement, et une industrie de construction navale capable d'assembler les unités les plus complexes qui soient au monde. La France a donc de sérieux atouts pour développer une véritable « ambition du large » et y établir les relais d'une nouvelle croissance fondée sur l'économie maritime, les bases d'une réelle sécurité économique durable, et figurer parmi les puissances de la mer. Alors que les puissances émergentes (Brésil, Inde ou Turquie) renforcent leur capacité navale, la Chine s'affiche comme une grande puissance maritime de demain, pendant qu'en France, on sous-estime « *la maritimisation dopée par la mondialisation, voire la réduire à une banale perspective industrielle ou commerciale, sur fond de compétition interministérielle ou interarmées* ».

Noël Ndong